

LE MINISTRE DE LA DEFENSE CENSURE

Le communiqué ci-dessous

est un communiqué du Ministère de la Défense Nationale qui était destiné à être diffusé depuis Samedi le 13 Novembre mais censuré par le ministre de la communication lui-même.

Après avoir réclamé à cor et à cri que l'armée se désolidarise et condamne publiquement les éléments putschistes voilà que maintenant le gouvernement fait obstruction à toute manifestation de bonne volonté de la part de l'armée.

A ce moment où ni l'Etat-Major du frodebu ne contrôle ses militants à la base, ni l'armée ne savent plus se faire obéir par leur troupes, les magouilles politiques vont bon train de part et d'autre. Quelle que soit l'issue de cette grave crise que traverse le Burundi, la cacophonie est totale au sein du gouvernement et le fossé de plus en plus large entre le premier ministre et son ministre des relations extérieures et de la coopération.



Charles NTAKUZE le Ministre de la Défense dont le communiqué de Presse a été censuré. Ce qui gêne surtout dans ce communiqué c'est que les militaires se déclarent unis alors que leur division aurait arrangé le gouvernement. Et puis les militaires déclarent que l'autorité légale a été rétablie (point 5), Embarrassant...

de renverser les Institutions Démocratiquement et rétablissement de l'ordre et la paix au sein de la population.

Conformément à sa déclaration du 22 Octobre 1993, le Commandement de l'Armée communique ce qui suit :

Les Forces armées regrettent, déplorent le lâche et absurde assassinat de Son Excellence le Président de la République Melchior NDADAVE et de ses proches collaborateurs. Les Forces Armées présentent leurs condoléances à la famille du Président NDADAVE et à celles de ses proches collaborateurs lâchement assassinés par les ennemis de la démocratie.

Les Forces Armées réaffirment avec énergie leur condamnation et leur totale désolidarisation de tous ceux, militaires, civils, nationaux ou étrangers ont préparé ou exécuté le diabolique plan d'attenter à notre jeune démocratie et ont participé des assassinats ignobles.

Avec la même vigueur, elles condamnent les responsables des massacres des innocents dans les populations de l'intérieur du pays où règne aujourd'hui horreur et désolation. Les Forces Armées présentent leurs condoléances à tous ceux qui ont perdu les leurs dans cette tragédie.

Les Forces Armées réclament avec insistance que le Gouvernement fasse appel, le plus rapidement possible, à une Commission internationale neutre en vue d'établir les responsabilités des uns et des autres dans une analyse globale de la tragédie Burundaise.

Le Haut Commandement de l'Armée a été régulièrement consulté sur la question relative à la sécurité et la protection des institutions ainsi qu'aux mécanismes de rétablissement de la confiance. Le Haut Commandement de l'Armée a émis des conseils, avis et considérations. Cependant, il a tenu à souligner chaque fois à

tous présumés actionnaires, complices et responsables de sa mort. Au Rwanda, l'histoire officielle et la croyance populaire sont d'une étonnante simplicité et ne biaisent ni ne tournent pas autant que chez nous autour de certitudes assumées avec fierté : Grégoire Kayibanda, le premier Chef d'Etat du Rwanda indépendant, leader de la "révolution Sociale" de 1959, est présente depuis trente ans comme la figure emblématique de la révolte du "peuple hutu" contre les "édo-monarchistes" tutsi. C'est clair et net et reflète sans hypocrisie un point de vue devenu dogme largement partagé par les Rwandais hutu, de l'universitaire bardé de diplômes au plus modestes paysans.

Il est en tout cas malheureux de constater que de toutes les tragédies sanglantes vécues au Burundi n'émergent officiellement que des "héros" dont la mort a plus servi leur propre gloire que la nation. Hier, c'était des Princes, des Premiers Ministres. Aujourd'hui, c'est un Président de la République, un Président, et un Vice-Président de l'Assemblée nationale, un Ministre, etc... autant de notables et de hauts fonctionnaires dont les titres ne s'écrivent qu'avec majuscules et qui sont si loin de ces personnages auxquels le Burundais ordinaire, sans titres et sans fortunes, est à même de s'identifier. Toutes ces respectabilités doivent paraître bien inaccessibles pour le commun des Burundais qui prendrait mieux modèle sur l'héroïsme manifesté par des hommes de leur condition. Et pour éloigner davantage ces "héros de la de-

l'endroit de ses interlocuteurs que : dès lors que la légalité a été rétablie, la compétence et la responsabilité de la décision incombent souverainement au Gouvernement.

Les Forces Armées retièrent leur entière loyauté au Gouvernement, leur détermination à défendre les Institutions Démocratiques, à garantir l'intégrité du territoire, à assurer le maintien de l'ordre et le rétablissement de la paix, et à participer activement dans les actions d'assistance des populations sinistrées. Elles réaffirment leur entière disponibilité à coopérer pour le rétablissement à tous les niveaux de la confiance ébranlée.

Fait à Bujumbura, le 13 Nov. 1993

POUR LES FORCES ARMEES :

Lieut.-col. Jean BIKOMACU

Chef d'Etat-Major Général de l'Armée

Lieut.-col. Epitace BAYYAGANA-KANDI
Chef d'Etat-Major Général/Gendarmerie.

POUR APPROBATION

Lieutenant-Colonel Charles NTAKUZE
Ministre de la Défense Nationale

Qu'est-ce qui a gêné le gouvernement dans ce communiqué? "Que les forces armées retièrent leur entière loyauté au gouvernement, leur détermination à défendre les institutions démocratiques"? Ces militaires que sur les ondes nationales on avait dernièrement "binywamaraso"...

Ou alors est-ce cette phrase assez gênante pour certains "garantir l'intégrité du territoire"? N'est-ce pas une manière polie de refuser l'implication de toute force étrangère dans le règlement des problèmes burundais?

Dans ces moments de tragédies, de douleur et de désolation, le Commandement de l'Armée s'est investi immédiatement dans la mise en échec de la tentative

LES SANS-GRADES ET GAGNE-PETIT REFUSES AUX HONNEURS DE HEROS

La nuit tombe sur la plaine de

Bujumbura. Sur la colline de Vigizo qui surplombe la capitale, comme élevé au-dessus d'un paterre trop commun, le mausolée, illuminé, s'impose à la vue.

Offert de jour comme de nuit à l'administration publique, le mausolée, où reposent des "héros" est en réalité imposé à la mémoire de tous. Comme ce billet de cent francs à l'effigie du Prince Louis Rwagasore qu'il nous faut tous les jours croiser des yeux pour payer une bière, du pain, un journal, des capotes, etc... Pourtant, la mémoire de ces "héros" restera vaine pour bien des Burundais. Les causes et les hauts faits que leur prête notre très officielle Histoire n'ont plus de véritable résonance au sein d'une population en quête de modèles et de ressorts nouveaux.

Les héros se définissent par rapport à des idéaux, des causes et les causes par rapport à une histoire et des contextes politiques, économiques et/ou sociaux. Comme la loi qui consacre plus souvent la coutume qu'elle ne l'amène, c'est une véritable dévotion populaire qui impose à un gouvernement d'élever officiellement, un personnage à la gloire et aux honneurs de "héros" et non l'inverse. Le héros symbolise, selon les cas, un vœu, une aspiration, une violence, un refus populaires et des vertus individuelles.

Ainsi va-t-il de Melchior NDADAVE, premier Président élu démocratiquement et froidement assassiné après seulement trois mois et 11 jours de pouvoir. Cependant, le gouvernement a beau le gratifier du titre de "héros de la démocratie", le symbole qu'il représente dans la conscience populaire n'en restera pas moins ambigu, comme le fut et le demeure le sens populaire de la victoire du FRODEBU aux élections du 1^{er} et du 29 Juin 1993. Le FRODEBU, son gouvernement et ses députés pourront penser proclamer et déclarer que leur victoire électorale consacra la victoire de la démocratie et que Melchior NDADAVE est mort pour la démocratie ("Yagize demokrasii"), ils n'empêcheront pas à nombre de leurs militants de voir, dans l'issue des scrutins de juin, une revanche du Hutu sur le Tutsi et dans l'assassinat de NDADAVE, l'acte odieux et outrageant d'insoumission des Tutsi, qu'il importait de châtier par la même peine capitale. Le Président NDADAVE lui-même, qui s'était toujours refusé à l'admettre publiquement confiant au cours de certains de ses tête-à-tête officiels qu'en portant un Hutu aux plus hautes responsabilités des affaires de l'Etat, son éléction avait marqué l'aboutissement d'une "évolution sociale".

A cet égard, il y a tout lieu de s'inquiéter de l'image d'un héros qui, dans la réalité ou pour la majorité, apparaîtrait plus ethnique que nationale et qui diviserait encore plus qu'il ne rassemblerait le pays en contribuant parallèlement au culte de la haine des Tutsi.

Suite à la Page 4

1. Cf. Révélations du Président Démoinis Ntarenze, Soule, l'édition de la 2^{ème} édition (07 n. 30) du Journal Afrique-Matin de Pt-1, ce 10 Novembre 1993.